

**Audience publique du 24 juin 2015**

Recours formé par  
..., ...  
contre une décision du Conseil de la concurrence,  
en présence de la société anonyme ..., ...,  
en matière de droit de la concurrence

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 35847 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 février 2015 par Maître Marc THEWES, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, assisté de Maître Alexandre VERHEYDEN, avocat, inscrit à l'Ordre français des avocats de Bruxelles, au nom de l'établissement public ... (« ... »), établi et ayant son siège social à L-..., représentée par son comité de direction actuellement en fonctions, tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du Conseil de la concurrence du 13 novembre 2014, n° 2014-F0-07, ayant retenu à charge de l'... l'existence d'un abus de position dominante sous la forme d'un rabais de couplage au sein de l'offre ... sur la période de 2006 à 2007 et ayant à ce titre infligé à l'... une amende de ... euros ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 12 mai 2015 par la société anonyme ARENDT & MEDERNACH s.a., inscrite à la liste 5 du tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, représentée aux fins de la présente instance par Maître Philippe-Emmanuel PARTSCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de l'Etat luxembourgeois ;

Vu la requête en intervention volontaire déposée en date du 15 mai 2015 au greffe du tribunal administratif par la société à responsabilité limitée MNKS s.à r.l., inscrite à la liste 5 du tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, représenté aux fins de la présente instance par Maître Cindy ARCES, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour la société ..., établie et ayant son siège social à L-..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B ..., sollicitant l'autorisation d'intervenir dans l'instance introduite par le recours contentieux portant le numéro 35847 du rôle, en matière de droit de la concurrence et dirigé contre la décision du Conseil de la concurrence du 13 novembre 2014, n° 2014-F0-07 ;

Vu la convocation du tribunal administratif du 18 mai 2015 des parties à l'audience publique 8 juin 2015 et invitant l'... et l'Etat à déposer un mémoire en réponse à l'intervention volontaire au plus tard pour le 5 juin 2015 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Patrick MÜLLER, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO, demeurant à Luxembourg, du 19 mai 2015, portant

signification de la prédite requête en intervention volontaire à l'..., préqualifiée, ainsi qu'au Conseil de la concurrence ;

Vu l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 2015 ayant suspendu les délais pour déposer les mémoires en réplique et en duplique en attendant que le jugement du tribunal administratif dans le rôle n° 35847 et concernant le volet de l'intervention volontaire soit coulé en force de chose jugée ;

Vu le mémoire en réponse sur intervention déposé au greffe du tribunal administratif en date du 4 juin 2015 par la société anonyme ARENDT & MEDERNACH, pour le compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu le mémoire en réponse sur intervention déposé au greffe du tribunal administratif en date du 5 juin 2015 par Maître Marc THEWES, assisté de Maître Alexandre VERHEYDEN, pour le compte de l'... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision déferée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport ainsi que Maître Benjamin MARTHOZ, pour la société à responsabilité limitée MNKS s.à r.l, Maître Marc THEWES, assisté de Maître Thibault CHEVRIER, et Maître Philippe-Emmanuel PARTSCH, pour la société anonyme ARENDT & MEDERNACH s.a., en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 8 juin 2015.

---

Le 13 novembre 2014, le Conseil de la concurrence prit une décision référencée sous le n° 2014-FO-07 à l'encontre de l'..., décision dont le dispositif est libellé comme suit :

*« Article 1<sup>er</sup> :*

*En pratiquant des rabais de couplage dans leur offre « ... », l'... a violé l'article 82 CE (devenu l'article 102 TFUE), subsidiairement l'article 5 de la loi du 17 mai 2004 et l'article 5 de la loi du 23 octobre 2011. L'infraction s'étend sur la période allant de fin 2005 à début 2008.*

*Article 2 :*

*Pour l'infraction visée à l'article 1<sup>er</sup>, le Conseil impose une amende de 2.520.000 euros à l'... ».*

Par requête inscrite sous le numéro 35847 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 février 2015, l'... a fait introduire un recours tendant à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la prédite décision du Conseil de la concurrence du 13 novembre 2014.

Le 15 mai 2015, la société ... fait déposer au greffe du tribunal administratif une requête en intervention volontaire sollicitant l'autorisation d'intervenir dans l'instance introduite par le prédit recours contentieux contre la décision du Conseil de la concurrence du 13 novembre 2014, le dispositif de ladite requête se lisant comme suit :

*« Recevoir la présente requête en intervention en la forme,*

*la déclarer recevable et justifiée,*

*partant l'admettre et autoriser la société ... à intervenir dans l'instance principale pendante devant le Tribunal administratif sous le n° 35.847 et introduite par l'... contre la décision n° 2014-F0-07 du Conseil de la concurrence,*

*fixer les délais endéans lesquels les parties au principal pourront répondre à ladite intervention,*

*pour autant que de besoin, ordonner la communication par les parties ...  
et CONSEIL DE LA CONCURRENCE de leurs précédents actes et pièces déposés ou notifiés dans le cadre du recours principal ;*

*quant au fond, confirmer la décision prise par le Conseil de la concurrence, en toutes ses dispositions ».*

Les parties ... et Etat ont été invitées à produire chacune un mémoire supplémentaire relatif à l'intervention volontaire, la question afférente ayant été fixée pour plaidoiries au 8 juin 2015, étant donné qu'il échet de trancher avant tout autre progrès en cause la question de la recevabilité de la requête en intervention volontaire et, le cas échéant, des conséquences de l'intervention volontaire de la société anonyme ... quant à son accès aux actes de procédure et aux pièces de l'instance principale, toutes autres question et moyens de forme et de fond relatifs à l'instance principale demeurant saufs.

La société anonyme ..., ci-après « la société ... », justifie son intervention volontaire en rappelant que la décision du Conseil de la concurrence du 13 novembre 2014, telle qu'actuellement déferée, trouverait son origine dans une plainte qu'elle avait déposée le 26 avril 2006 à l'encontre de l'... ; elle souligne par ailleurs avoir été entendue dans le cadre de cette procédure le 17 juin 2014 par le Conseil de la concurrence : dès lors elle serait à l'origine de la procédure en infraction qui s'est déroulée devant le Conseil de la concurrence et qui s'est clôturée par la décision attaquée par l'... dans le cadre du recours principal.

La société ... estime dès lors avoir, en sa qualité d'opérateur de réseaux et de services de communications électroniques et donc de concurrent direct de l'... dans le cadre de ces offres de services, subi un préjudice direct du fait de la violation par l'... de l'article 102 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne (« TFUE ») entre fin 2005 et début 2008. Plus précisément, elle affirme avoir été préjudiciée directement par les actes anti-concurrentiels posés par l'... ; partant, comme les infractions aux règles de concurrence perpétrées par l'... et dénoncées par elle au Conseil de la concurrence auraient été reconnues comme fondées et auraient conduit à la condamnation de l'..., elle considère pouvoir raisonnablement craindre d'être préjudiciée par le jugement à intervenir dans le cadre de l'instance principale, puisque la confirmation de la violation des règles de concurrence par le tribunal permettrait de baser une action en obtention de dommages et intérêts pour les préjudices lui causés, conformément aux règles régissant l'action en responsabilité civile et dans l'esprit de la directive 2014/104 du 26 novembre 2014 relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'Union européenne.

A cet égard, la société ... fait plaider que comme le Conseil de la concurrence ne serait pas compétent pour prononcer une réparation des préjudices subis par les victimes des pratiques anticoncurrentielles, le maintien de la décision litigieuse sanctionnant les pratiques anticoncurrentielles de l'... lui permettrait d'initier une action en dommages-intérêts afin d'obtenir réparation des préjudices subis par elle du fait des fautes commises par l'... en lien causal avec lesdits préjudices.

Dès lors, la société ... sollicite de la part des parties en cause dans le cadre de l'instance principale qu'elles lui communiquent spontanément une copie de la requête introductive d'instance et du mémoire en réponse, ainsi que toutes les pièces notifiées par elles dans le cadre de l'instance principale ; le cas échéant elle demande à ce que ladite communication soit ordonnée par le tribunal.

Quant au fond, elle affirme maintenir tous les moyens développés par elle dans le cadre de la procédure devant le Conseil de la concurrence et elle demande d'ores et déjà au tribunal de confirmer la décision déferée du Conseil de la concurrence en ce qu'elle a reconnu la violation des dispositions légales et a sanctionné l'... en conséquence ; elle se rapporte encore et fait siens les moyens développés par le Conseil de la concurrence dans le cadre de la décision déferée.

Lors de l'audience publique, le mandataire de la société ... a encore insisté sur le fait que la décision déferée aurait mis un terme aux pratiques anti-concurrentielles de l'... et aurait empêché l'... de renouer avec de telles pratiques, de sorte que la société ... aurait tout intérêt à voir confirmer ladite décision, en ce dans l'optique du droit de la concurrence.

Le Conseil de la concurrence, de son côté, ne conteste pas l'intérêt et la qualité pour intervenir de la société ... et affirme ne pas avoir d'objection à l'admission de l'intervention de la société ... à l'instance principale. Il relève à ce sujet que l'..., en l'espèce, conteste la constatation d'un abus de position dominante : la société ... aurait dès lors intérêt à intervenir à la cause pour éviter que le recours n'aboutisse à un anéantissement d'un tel constat, le Conseil de la concurrence rappelant encore que la procédure ayant abouti à la décision déferée aurait été initiée par des concurrents de l'..., à savoir par la société .... Il donne encore à considérer qu'il s'agirait en l'espèce d'une question d'abus de position dominante, et non d'une procédure de clémence, dans le cadre de laquelle il serait important, afin d'en garantir l'efficacité, d'éviter que les victimes de l'infraction aient un accès plus large aux informations confidentielles volontairement données par les auteurs de l'infraction.

Enfin, si le tribunal devait admettre la société ... à la présente affaire, le Conseil de la concurrence demande toutefois au tribunal d'adopter diverses mesures afin de garantir la confidentialité de certaines données dans le mémoire en réponse du 12 mai 2015 et le dossier du Conseil de la concurrence tel que déposé au tribunal.

En termes de plaidoiries, le représentant du Conseil de la concurrence a encore souligné oralement l'intérêt de la société ..., tout comme celle des autres opérateurs, au maintien de la décision déferée, celle-ci devant servir de « guideline » destinée à éviter pour l'avenir la commission des pratiques anti-concurrentielles dénoncées, à savoir celles de rabais fidélisant ; par ailleurs, il a plaidé pour un accès plus large des victimes à l'instance principale et ce dans l'optique d'une demande ultérieure en dommages-intérêts.

L'..., pour sa part, dénie à la société ... tout intérêt à intervenir dans l'instance principale, en estimant que la société ... ne disposerait pas d'un intérêt direct et personnel à intervenir dans un recours qui viserait la réformation de la sanction qui a été prononcée par le Conseil de la Concurrence, cette décision ayant pour seul et unique destinataire l'..., la société ... ne cherchant en réalité qu'à sécuriser ses projets de recours indemnitaires fondés sur les prétendues violations de l'... des règles de concurrence. Or, les procédures indemnitaires envisagées par la société ..., à supposer qu'elles soient fondées, seraient indépendantes de la présente procédure et seraient susceptibles de trouver une satisfaction par d'autres voies.

L'... souligne ensuite que l'intervention de la société ... ne viendrait pas en soutien de la demande du mandataire de l'Etat, mais viendrait formuler une demande différente, à savoir la confirmation de la décision du 13 novembre 2014, alors que le Conseil de la concurrence solliciterait la réformation de la décision déferée, dans le sens du constat d'un abus de position dominante non pas pour une période déterminée, mais jusqu'au jour de l'adoption de la décision déferée, sinon jusqu'à la date du jugement à adopter, et l'augmentation corrélative importante de l'amende.

Enfin, en termes de plaidoiries, l'... a encore réitéré l'absence de tout intérêt administratif dans le chef de la société ... et a qualifié l'intervention volontaire de celle-ci d'intervention opportuniste, formulée aux seules fins d'accéder à des données confidentielles, ce qui serait d'ailleurs attesté par la demande principale telle que formulée par la société ..., visant précisant la communication de tous les actes de procédure et des pièces déposées dans le cadre de la procédure principale.

L'intervention n'est régie en contentieux administratif luxembourgeois par le législateur que de manière sommaire, l'article 20 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives - lequel ne constitue d'ailleurs qu'une retranscription de l'ancien article 22 de l'arrêté royal grand-ducal du 21 août 1866 portant règlement de procédure en matière de contentieux devant le Conseil d'Etat - se bornant à prévoir que « *L'intervention est formée par une requête, conforme aux dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2, qui est notifiée aux parties, pour y répondre dans le délai fixé par le président du tribunal ou le président de la chambre appelée à connaître de l'affaire principale ; néanmoins, la décision de l'affaire principale qui serait instruite ne peut être retardée par une intervention. Lorsque l'intervention est faite après que tous les mémoires prévus par l'article 5 ont été échangés, les parties défenderesses sur intervention peuvent communiquer dans le mois, à peine de forclusion, un mémoire supplémentaire. L'intervention n'est plus recevable après que le juge-rapporteur a commencé son rapport en audience publique.* »

L'intervention est soumise à différentes contraintes, résultant tantôt explicitement du texte légal, tantôt implicitement.

Il convient à cet égard de souligner que, tel que cité ci-avant, l'intervention ne doit pas retarder la procédure : aussi, d'une manière générale, le délai dans lequel la demande en intervention doit être formulée court à partir de la signification de la requête introductive d'instance : il s'agit du délai prévu par l'article 5 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement

de procédure devant les juridictions administratives en son alinéa 1<sup>er</sup> « *Sans préjudice de la faculté, pour l'Etat, de se faire représenter par un délégué, le défendeur et le tiers intéressé sont tenus de constituer avocat et de fournir leur réponse dans le délai de trois mois à dater de la signification de la requête introductive* » ; l'intervention est ainsi également soumise au respect de ce délai de rigueur<sup>1</sup>.

Lorsque, pour une raison ou une autre, les tiers n'ont pas reçu notification ou signification du recours, l'intervention reste possible, mais, comme le stipule l'article 20 de la loi modifiée du 21 juin 1999 précité, à la condition expresse que cette intervention ne retarde pas « *la décision de l'affaire principale qui serait instruite* », condition qui connaît à l'étranger une application stricte<sup>2</sup>.

Force est à cet égard de constater que la requête en intervention volontaire a été déposée au greffe du tribunal administratif le 15 mai 2015 et signifiée aux parties à l'instance principale le 19 mai 2015, soit plus de trois mois après le dépôt par l'... en date du 12 février 2015 de son recours contentieux. Il est encore constant en cause que l'intervention est de nature à différer le jugement à intervenir par rapport à l'instance principale, et ce compte tenu de la nécessité de trancher avant tout autre progrès en cause la question de la recevabilité de la requête en intervention volontaire, et ce compte tenu essentiellement de sa demande tendant à se voir autoriser à accéder aux actes de procédure et aux pièces de l'instance principale, contenant, selon l'..., des secrets et informations confidentielles de l'... qui ne sauraient être divulguées sans subir un préjudice considérable, s'agissant « *de secrets industriels, de secrets d'affaires, de données à teneur hautement stratégique ou révélant des informations sur la stratégie financière de l'..., ou encore qui de données qui concernent le savoir faire étendu de l'..., tant d'un point de vue technique que commercial* », étant encore constant en cause qu'afin de sauvegarder les droits de l'..., les délais d'instruction ont dû être suspendus en attendant que le jugement concernant le volet de l'intervention volontaire soit coulé en force de chose jugée, et ce sur la toile de fond d'une instance principale où l'un des moyens de l'... repose sur le dépassement massif du délai raisonnable par le Conseil de la concurrence, circonstance d'ailleurs non contestée par ce dernier.

Il convient ensuite de relever qu'une requête en intervention volontaire, lorsqu'elle intervient en défense d'un acte attaqué, peut seulement apporter des éclairages nouveaux sur ce litige, mais non en modifier la portée: dès lors, les moyens figurant éventuellement dans la requête en intervention mais non produits par le défendeur au principal, ne sont pas recevables<sup>3</sup>, l'intervenant ne pouvant en effet que venir renforcer la défense que l'auteur de l'acte oppose au recours.

En l'espèce, le tribunal constate un certain flou à cet égard dans la requête en intervention volontaire de la société ..., laquelle, dans un premier temps, affirme maintenir tous les moyens qu'elle a développés dans le cadre de la procédure devant le Conseil de la concurrence. Or, outre qu'il s'agit là d'une motivation par renvoi à laquelle le tribunal ne saurait donner de suites, le tribunal ignorant les moyens développés par la société ... dans le cadre de la procédure devant le Conseil de la concurrence, il n'est pas exclu que le Conseil de la concurrence n'ait pas retenu l'intégralité des moyens de la partie actuellement intervenante pour asseoir sa décision, le tribunal constatant à cet égard en effet que le Conseil de la concurrence n'a pas retenu l'intégralité des griefs énoncés dans la communication des griefs :

<sup>1</sup> Cour d'arbitrage belge, 10 novembre 1999, n° 121/99, n° de rôle 1440, Moniteur belge, 19 janvier 2000.

<sup>2</sup> R. Andersen, L'intervention devant le Conseil d'Etat, Liber Amicorum Michel Mahieu, p.355.

<sup>3</sup> Voir notamment trib. adm. 26 juin 2013, n° 31418.

la reproduction en instance contentieuse de moyens non retenus par l'autorité administrative devrait dès lors être considérée comme tendant à la réformation de l'acte déféré. Or, comme retenu ci-avant, l'intervenant ne peut pas adopter une position juridique propre et devenir demandeur incident à l'encontre de l'acte litigieux, puisqu'une demande reconventionnelle proprement dite ne se conçoit pas dans le chef d'un tiers intéressé, à défaut d'être partie défenderesse à l'instance. Analysée au titre de demande incidente, une telle demande serait à déclarer irrecevable, dans la mesure où le tiers intéressé, intervenant à l'instance, n'ayant pas lui-même exercé un recours à l'encontre de la décision déférée, ne saurait adopter une position juridique propre et devenir pour sa part demandeur<sup>4</sup>.

La même conclusion prévaut d'ailleurs dans la mesure où la société ... entendrait soutenir non pas la décision déférée, mais la demande reconventionnelle formulée par l'Etat, respectivement par le Conseil de la concurrence, dans son mémoire en réponse.

Enfin et surtout, l'intervenant volontaire doit avoir intérêt à la solution de l'affaire. Concrètement, cela signifie qu'il doit, en cas d'intervention à l'appui du défendeur, avoir intérêt au rejet du recours. Si l'intérêt à intervenir est certes apprécié *a priori* de manière plus libérale que l'intérêt à agir - encore que l'intérêt de l'intervenant doive également être certain, actuel, direct et personnel, « *même lorsqu'il s'agit d'une intervention volontaire et en défense de l'acte attaqué* »<sup>5</sup> -, il n'en demeure pas moins que les qualité et intérêt de l'intervenant volontaire se mesurent en tout état de cause aux qualité et intérêt pour former tierce opposition, lesquels sont conditionnés par le préjudice pouvant résulter par lui du *dispositif* de la décision au principal, lequel peut seul faire l'objet d'une tierce opposition, une simple atteinte à des intérêts lésés, susceptible de trouver une satisfaction par d'autres voies, ne suffisant pas pour fournir un intérêt à agir au biais d'une tierce opposition<sup>6</sup>.

Il convient plus particulièrement de souligner que l'intérêt, que ce soit l'intérêt à agir ou celui à intervenir, se mesure par rapport au seul dispositif de la décision faisant l'objet du litige au principal, seul élément de la décision susceptible d'entraîner de conséquences directes en procédant à une modification de l'ordonnancement juridique : le dispositif est donc des divers éléments de l'acte, le seul qui puisse faire grief et un recours ne peut être exercé contre un élément de l'acte autre que le dispositif : partant, un requérant ne peut se prévaloir, pour justifier son recours, de la seule motivation révélée par la décision<sup>7</sup>, l'intervenant volontaire devant en effet avoir intérêt à la solution de l'affaire<sup>8</sup>.

En ce qui concerne les interventions en défense, il convient encore de retenir que celles-ci sont, de manière générale, le fait soit de pouvoirs publics qui viennent assister l'auteur de l'acte déféré, soit de personnes de droit privé qui sont les bénéficiaires de l'acte déféré.

En l'espèce toutefois l'intervention sous analyse n'émane ni d'une autorité publique, agissant par exemple en vertu d'un pouvoir de tutelle, ni d'une personne de droit privée,

---

<sup>4</sup> Trib adm. 17 décembre 2001, n° 12896 du rôle, Pas adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 293.

<sup>5</sup> Conseil d'Etat belge, 1<sup>er</sup> février 2005, n° 139.995, et récemment trib. adm. 10 novembre 2014, n° 33903.

<sup>6</sup> Trib. adm. 10 mai 2000, n° 11539, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 411, et autres références y citées.

<sup>7</sup> Voir J. Falys, La recevabilité des recours en annulation des actes administratifs, Bruylant, Bruxelles, 1975, n° 78 et 79, et les arrêts du Conseil d'Etat belge y cités.

<sup>8</sup> R. Andersen, op.cit., p.349

bénéficiaire de la décision litigieuse, mais d'un tiers, non bénéficiaire de la décision attaquée et dont la situation factuelle ou juridique n'est pas directement affectée par cette dernière. A cet égard, le tribunal constate que la société ... expose, respectivement fait exposer par le Conseil de la concurrence, avoir un double intérêt au maintien de la décision déferée, à savoir, d'une part, résultant du maintien du constat d'un abus de position dominante dans le chef de l'... aux fins d'introduire ultérieurement une action indemnitaire devant les juridictions ordinaires, et, d'autre part, résultant du maintien des règles ainsi énoncées par le Conseil de la concurrence, dans l'optique particulière de contrecarrer ces pratiques anticoncurrentielles dans le chef de l'..., et, d'une manière plus générale, dans l'optique d'une concurrence plus saine dans le secteur d'activité concerné.

En ce qui concerne l'intérêt indemnitaire principalement mis en avant par la société ..., celui-ci n'est pas suffisant pour admettre celle-ci à intervenir dans la procédure pendante au principal.

En effet, la seule possibilité invoquée par la société ... d'une éventuelle action judiciaire en paiement de dommages et intérêts, à défaut d'indication de tout autre intérêt administratif, ne suffit pas à justifier qu'elle possède l'intérêt légal requis. En effet, la thèse suivant laquelle une éventuelle action en responsabilité suffirait à elle seule, c'est-à-dire à défaut de tout autre intérêt administratif, à justifier l'existence d'un intérêt pour intervenir devant les juridictions administratives aboutirait à vider de sa substance la condition de recevabilité que constitue l'exigence d'un intérêt et à dénaturer le recours devant les juridictions administratives<sup>9</sup>.

Quant à l'intérêt dérivé du maintien de règles de concurrence claires, force est de constater qu'il ne s'agit là pas d'un intérêt direct et personnel de l'intervenant, mais d'un intérêt se confondant avec l'intérêt général, dont le respect, dans cette matière, relève des seules compétences du Conseil de la concurrence, respectivement en cas d'infraction sujette à des sanctions pénales, de celles du ministère public. Aussi, si la société ... dispose certes d'un début d'intérêt moral à voir respecter la législation relative à la concurrence, il n'en reste pas moins que cet intérêt moral, dans la mesure où il existe, se confondrait avec l'intérêt général et ne saurait l'habiliter à intervenir à cette seule fin dans la procédure principale<sup>10</sup>, l'intérêt d'un tiers, qu'il s'agisse d'un pouvoir public ou d'une personne privée, à l'application correcte des lois et règlements ne constituant pas un intérêt direct justifiant l'intervention dans une affaire individuelle pendante devant le juge administratif<sup>11</sup>.

Cette conclusion n'est pas éternuée par le fait que la partie intervenante avait initié par sa plainte la procédure ayant finalement abouti à la décision déferée et qu'elle avait été associée à la procédure administrative ; en effet, les règles éventuellement plus larges de participation d'un tiers intéressé à la procédure administrative sont sans incidence sur les règles strictes de procédure contentieuse et ne sont pas de nature à conférer *ipso facto* à une partie intérêt à intervenir, voire à agir devant les juridictions administratives. Il en est de même de la qualité de plaignante de la société ..., une telle qualité ne l'habilitant pas à intervenir en défense de la décision prise par le Conseil de la concurrence, pas plus qu'une plainte pénale n'habilite un plaignant à requérir aux côtés du ministère public.

---

<sup>9</sup> Voir par analogie, trib. adm. 30 mai 2005, n° 18895, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 48, et récemment trib. adm. 10 novembre 2014, n° 33903.

<sup>10</sup> Voir par analogie, trib. adm. 8 décembre 2004, n° 18133, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n°94.

<sup>11</sup> Conseil d'Etat belge, 1<sup>er</sup> octobre 2003, n° 123.715 du rôle.



L'intervention volontaire telle que formulée par la société ... est par conséquent à rejeter pour être irrecevable.

La société ... n'étant pas admise à intervenir au litige au principal, la question de la communication des actes de procédure et des pièces échangées par les parties ainsi que l'accès au dossier administratif ne se pose pas, sans qu'il n'y ait lieu d'analyser plus avant les moyens échangés à cet égard de part et d'autre.

L'... réclame la condamnation de la société ... en sa qualité de partie demanderesse en intervention à une indemnité de procédure d'un montant de 2.000.- euros sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives. Les conditions d'application et notamment l'établissement du caractère d'iniquité résultant du fait de laisser les frais non répétables à charge de la partie défenderesse en intervention n'ayant pas été rapportées à suffisance comme étant remplies en l'espèce, il y a lieu de rejeter la demande.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement et sur incident,

vidant anticipativement et avant tout autre progrès en cause la question de la recevabilité de la requête en d'intervention volontaire de la société ... quant à son accès aux actes de procédure et aux pièces de l'instance principale, toutes autres question et moyens de forme et de fond relatifs à l'instance principale demeurant saufs,

déclare l'intervention volontaire de la société ... irrecevable pour défaut d'intérêt,

condamne la société ... aux frais engendrés par sa requête en intervention volontaire et les actes de procédure y relatifs,

rejette la demande tendant à la condamnation de la société ... à une indemnité de procédure telle que formulée par l'...,

réserve les frais de l'instance principale,

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 24 juin 2015 par :

Marc Sünner, premier vice-président,  
Thessy Kuborn, premier juge,  
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier Michèle Hoffmann.

s. Hoffmann

**Reproduction certifiée conforme à l'original**  
Luxembourg, le 25/6/2015  
Le Greffier du Tribunal administratif

s. Sinnen